

## **Lettre d'opinion**

**Michel Arsenault**

L'auteur est président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Dans sa chronique du 9 mai, Alain Dubuc réduit la mobilisation croissante d'une bonne part de la société civile pour le maintien et l'amélioration du système public de santé à une bataille corporatiste (du monde syndical) déguisée en débat de société. Nous ne parlerons pas pour les autres, mais pour la FTQ, la très vaste majorité de ses membres présents à la manifestation du 3 mai provenait du secteur privé.

Et que dire de la présence de la FADOQ qu'on ne peut certainement pas taxer de corporatisme dans la promotion et la défense des intérêts des aînés? Plus de 50 groupes et organismes de tous les horizons ont signé un appel à la mobilisation pour le maintien d'un système public universel, accessible et gratuit. Près de 90 000 personnes ont signé une pétition en ce sens en seulement quelques mois. Réduire ce mouvement à une bataille de territoire syndicale, c'est faire insulte à tous les groupes et individus engagés de bonne foi dans ce débat et dans la mobilisation à laquelle il donne lieu.

Plutôt que de qualifier l'argumentaire développé par ces groupes d'opération primaire pour faire peur au monde, M. Dubuc ferait œuvre pédagogique en expliquant à ses lecteurs qu'un projet de règlement, actuellement dans les cartons à Québec, ajouterait plus de 50 interventions chirurgicales à celles des genoux, des hanches et des cataractes initialement réservées à des cliniques privées avec médecins désengagés. Il expliquerait que le gouvernement se refuse, contrairement à l'Ontario, à contrer le désengagement de ses médecins. Tout le contraire, il crée les conditions de développement d'un marché lucratif en santé, incitant par là au désengagement des médecins.

Or, un désengagement significatif du corps médical, comme la tendance se dessine actuellement à la RAMQ, sur fonds de financement privé accru des soins de santé mène irrémédiablement à une médecine à deux vitesses. C'est là qu'il faut comprendre le slogan « *ne m'enlevez pas ma carte soleil* ». C'est précisément pour cela que près de 50 000 citoyens ont manifesté le 3 mai dernier.

Oui, M. Dubuc, nous avons convenu avec le ministre Couillard d'explorer des avenue de solution au chapitre de l'organisation du travail, d'une utilisation optimale des équipements et locaux disponibles mais mal ou sous-utilisés dans les établissements publics. Ne l'aurions-nous pas fait que vous nous auriez allègrement taxés d'immobilisme, Les anglais disent si justement *damn if you do, damn if you don't*.

Nous croyons fermement, M. Dubuc, que des solutions aux problèmes d'accès aux soins de santé, à la base de l'arrêt Chaoulli rappelons-le, existent bel et bien à l'intérieur même

du système public pour peu qu'on consacre les énergies nécessaires pour les trouver plutôt que de brandir la panacée du privé.